



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-044- DB

Date d'affichage : 21 février 2020	Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres : 23	Membres présents en séance :
En exercice : 23	Présents : (19)
Quorum : 12	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Présents: 19	Excusé(s) : (4)
Excusé(s) : 4	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
dont pouvoir(s) : 3	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
Absent(s) : 0	Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
Nombre de votants : 22	Absent(s) : (0)
Secrétaire de séance :	
M. Eric MOUSSERION.	

CONSTRUCTION DES ATELIERS-RELAIS N°2 ET 3 - ZONE D'ACTIVITÉ EUROPE CHAMPAGNE À MONTEUIL-BELLAY : APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a pour projet la construction de deux ateliers-relais d'une superficie totale de 400 m² (200m² par atelier) sur la zone d'activité Europe Champagne à Montreuil-Bellay, désignés par convention comme portant les N°2 et 3 ;

La construction des bâtiments relais permettra de disposer de capacités d'accueil pour assurer le développement des entreprises existantes ou l'installation de nouvelles entreprises. Ces bâtiments pourront ensuite être loués à des entreprises cherchant à se développer dans le Saumurois, ces dernières bénéficiant de loyers modérés.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Considérant que ce projet peut faire l'objet de demandes de subventions auprès de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux et auprès de la région dans le cadre du Contrat Territoires-Région 2020 ;

Considérant que le coût total de l'opération est de 421 068.00 € HT ;

Considérant le plan de financement prévisionnel de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Maitrise d'œuvre	21 850.00 €	Etat DETR*	147 374.00 €	35
Etudes (CT, SPS, Géotechnique...)	8 718.00 €	Région CTR**	67 162.00 €	16
Travaux	384 500.00 €			
Assurance Dommage ouvrage	6 000.00 €	Autofinancement	206 532.00 €	49
TOTAL	421 068.00 €	TOTAL	421 068.00 €	100

* Demande de financement DETR sur un montant éligible de 421 068.00 €

** Demande de financement CTR sur un montant éligible de 411 568.00 € (hors réseaux)

Il est proposé au Bureau:

- **D'APPROUVER** le programme de construction des ateliers-relais n°2 et 3 – Zone d'activité Europe Champagne à Montreuil-Bellay, d'une superficie totale de 400 m² (200m² par atelier), permettant ainsi de disposer de capacités d'accueil pour assurer le développement des entreprises existantes ou l'installation de nouvelles entreprises.

- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel de cette opération :

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Maitrise d'œuvre	21 850.00 €	Etat DETR*	147 374.00 €	35
Etudes (CT, SPS, Géotechnique...)	8 718.00 €	Région CTR**	67 162.00 €	16
Travaux	384 500.00 €			
Assurance Dommage ouvrage	6 000.00 €	Autofinancement	206 532.00 €	49
TOTAL	421 068.00 €	TOTAL	421 068.00 €	100

* Demande de financement DETR sur un montant éligible de 421 068.00 €

** Demande de financement CTR sur un montant éligible de 411 568.00 € (hors réseaux)

- **D'AUTORISER** le Président à solliciter des financements de 147 374 € auprès de l'État subvention au titre de la DETR 2020, et de 67 162 € auprès de la région au titre du Contrat Territoires-Région,

- **D'AUTORISER** le Président à solliciter toute subvention auprès d'autres organismes,

- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toute démarche et à signer tout document afférent à cette opération.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.4 Autres
-------------------	--------------------	--------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »